

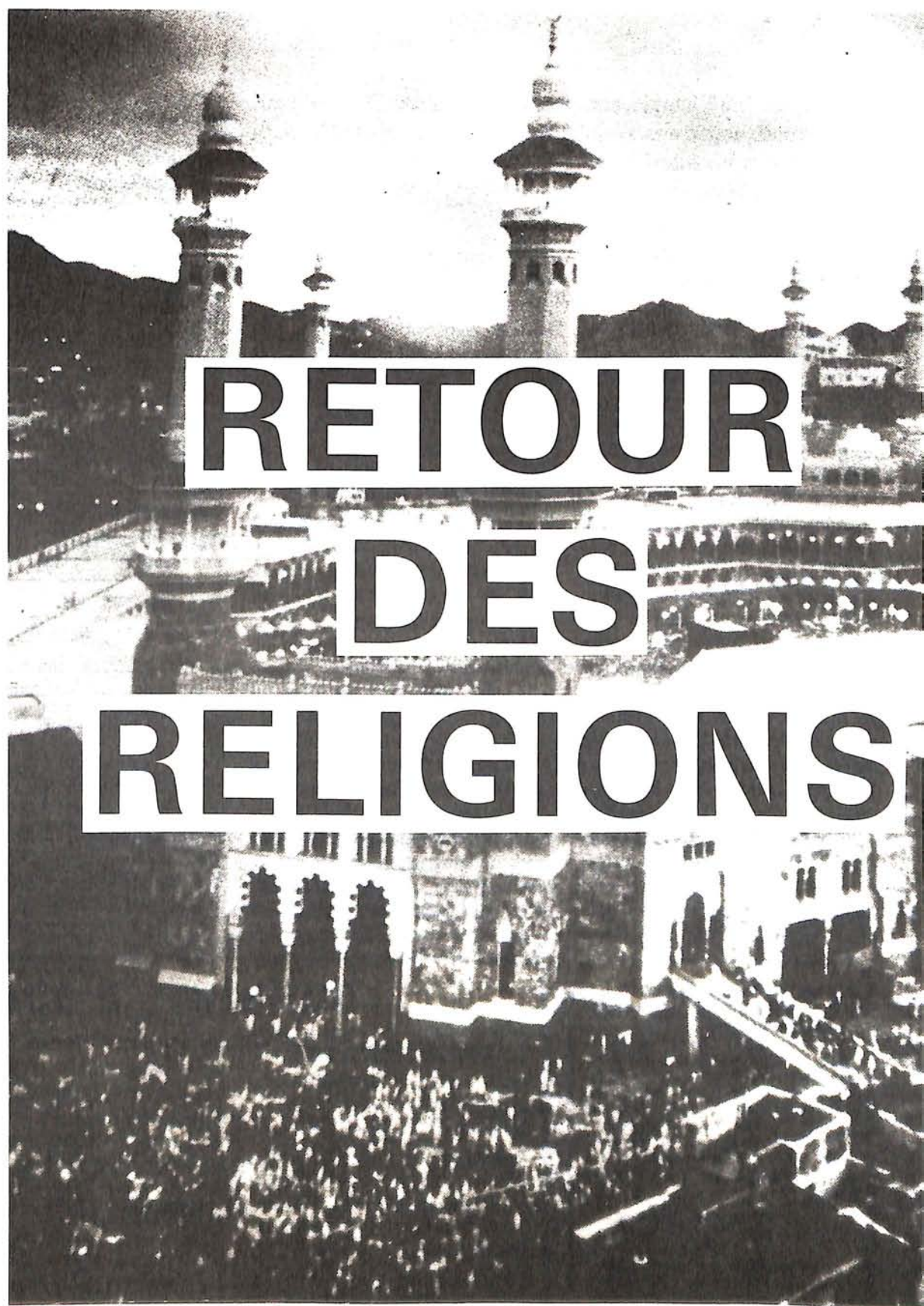
CIBLE

Dérive ?

Lors du récent débat sur la censure, Pierre Méhaignerie a accusé le président de la République d'avoir « poussé à l'extrême la dérive monarchique de sa fonction ». On est prié d'admirer la cinglante nouveauté de la formule utilisée...

Hélas, l'accusation a déjà servi contre le général de Gaulle et M. Giscard d'Estaing, sans autres motifs que ceux dictés par la passion polémique. Et puis, à y regarder de plus près, cette « dérive monarchique » serait plutôt un compliment : elle indiquerait que le chef de l'État en France, à l'exemple de la reine d'Angleterre ou du roi d'Espagne, occupe pleinement sa fonction de garant de l'unité nationale, remplit complètement son rôle d'arbitre des institutions et de la vie démocratiques.

Même si notre Constitution incite le chef de l'État à ce rôle effectivement monarchique, trop d'ambiguïtés demeurent pour qu'il puisse le jouer pleinement. Il est dommage pour la démocratie que cette « dérive » ne soit pas encore accomplie.



RETOUR DES RELIGIONS

M 2242 - 574 - 15,00 F



Elisabeth, 40 ans de règne

Depuis la reine Victoria, aucun souverain britannique n'avait régné aussi longtemps. Aussi, l'hommage à la reine Elizabeth fut-il très appuyé dans le monde entier, le 6 février dernier, pour le quarantième anniversaire de son règne.

Elle règne, mais ne gouverne pas. Elle n'a pas même le droit de vote, ni même celui d'entrer à la Chambre des Communes. Walter Bagehot, en 1867, écrivait du souverain anglais qu'il a tout juste le « droit de conseiller, d'encourager, et de mettre en garde ». Reste cependant que Sa Très Gracieuse Majesté donne force de loi aux textes votés par Westminster, qu'elle dissout le Parlement, qu'elle ouvre la séance annuelle en lisant le discours du trône et qu'elle choisit son Premier Ministre. Est-ce trop ? Ou trop peu pour justifier le maintien d'une institution que pourtant bien peu considèrent comme surannée ?

Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur le bilan de ces quarantes années pour mieux comprendre l'importance que revêt, outre-Manche, la présence de la reine à la tête de l'État. Quarante années d'entrevues hebdomadaires avec seulement neuf premiers ministres, quarante années de rencontres avec des empereurs, des

rois, des présidents, quarante années de lecture des télégrammes diplomatiques ont assurément fait de la souveraine le personnage le mieux informé du pays. L'utilité de la reine n'est plus à prouver : d'ailleurs, Elizabeth II est aujourd'hui plébiscitée par 80 % des Britanniques. La reine est le symbole de la nation en même temps que le chef de l'État. Chacun se reconnaît en elle, et sa force symbolique est d'autant plus grande qu'elle a été sacrée à l'Abbaye de Westminster. En Angleterre plus que nulle part ailleurs, la reine est un personnage mythique, entré vivant dans sa légende. Et pourtant, dans le même temps, elle représente l'humanité au pouvoir. Ainsi, ses visites à travers le pays, ou dans les hôpitaux, crèches et autres établissements caritatifs, ont pour principal effet de rendre l'État plus humain et plus personnel. « La Nation, l'État, le pays, le gouvernement : tout cela n'est qu'abstraction. Une personne réelle, visible, que l'on peut toucher c'est tout autre chose » (1). De la



même manière, la reine est le dépositaire incontesté des valeurs morales, elle est un repère pour la société, et par le jeu du miroir de l'identification du peuple à sa famille royale, la souveraine affirme son rôle de chef spirituel de la nation.

On pourrait ainsi décliner l'importance fondamentale du rôle de la reine dans le cadre du Commonwealth dont elle est le lien personnel, ou dans

la continuité de l'État et sa stabilité politique voire dans le sentiment d'appartenance à une même nation de nos voisins Anglais qui n'ont nul besoin de recourir à des doctrines nationalistes pour retrouver leur identité nationale incarnée par la reine... Arrêtons-nous un instant sur une dernière idée, telle que l'exprime Antony Jay dans le très remarquable ouvrage qu'il vient de publier : « les gens attendent de leurs dirigeants autre chose qu'une gestion efficace du pays. Nous avons aussi des sentiments et des émotions - pas seulement des sentiments d'ordre privé - mais des sentiments en tant que Nation : des émotions collectives, des besoins sentimentaux dont nous savons que nos compatriotes les partagent. Bref, en tant que Nation, nous comptons sur nos dirigeants pour partager et satisfaire ces aspirations sentimentales aussi bien que le besoin pratique d'être correctement gouvernés, et l'une des tâches de la monarchie c'est de répondre à ce besoin national collectif ».

Souveraine incontestée, elle a su maintenir le prestige de la monarchie dont la pérennité n'est pas menacée. Pour cela, elle a fait descendre la couronne de son piédestal, la rendant plus proche et plus humaine. Plus vulnérable aussi. Car en perdant un peu de son aura mystique, la monarchie est tombée dans le domaine public. Les princes y ont un rôle plus actif à jouer, placés dans l'obligation - sous le regard constant des médias - d'inspirer le respect, de gagner l'affection et la loyauté de tous. Nul doute qu'il plaira au prince Charles, le jour venu, de relever ce défi.

Stéphane BERN

Elizabeth II, Images et réalités d'une monarchie par Antony Jay, Editions n° 1, Prix franco 215 F.

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Elizabeth, 40 ans de règne - p. 3 : Dangereuse, la dérive - Le drapeau des travailleurs - p. 4 : Complot - Cacophonies régionales - p. 5 : L'empire des steppes - p. 6/7 : Le retour des religions - p. 8 : Enfant de Kropotkine - p. 9 : Maurice Clavel - p. 10 : Machine à terre - Almodovar - Art obscur - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Après le psychodrame.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

Dangereuse, la dérive

Face à l'irresponsabilité, au bricolage et à la désinformation médiatiques, des réactions commencent à se faire jour, y compris dans la profession.

Suffisance, arrogance, jugements hâtifs et erreurs de faits : c'est comme si le scandale de Timisoara n'avait pas existé, comme si la guerre du Golfe n'avait pas eu lieu, comme si les mises en garde adressées par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel à certains journalistes de télévision n'étaient que de la rouspée de sanzonnet. On s'aperçoit même que les professionnels des médias, qui font d'ordinaire grand cas des sondages d'opinion, négligent ceux qui évoquent le jugement négatif que les Français portent ou porteraient sur les journalistes.

Et pourtant, les flagrants délits de manipulation de reportages ou d'images ne manquent pas. Depuis un an, toutes les chaînes de télévision ont été prises la main dans le sac à malices : fausse-vraie bagarre au Quartier latin mise en scène par la Cinq, reportage sur une radio-pirate inexistante sur la Deux et, bien sûr, la désormais célèbre fausse interview de Castro par Patrick Poivre d'Arvor sur TF1. Il est d'ailleurs à noter que la première chaîne n'a pas daigné présenter ses excuses puisqu'elle voit, dans la révélation des mensonges de son présentateur-vedette, un complot ourdi par des forces de l'ombre. La presse écrite n'est pas non plus sans tache mais, du moins, elle reconnaît un peu plus volontiers ses erreurs : ainsi *Le Monde*, après un reportage d'Edwy Plenel sur un prétendu financement du Parti socialiste depuis Panama ; ainsi *Libération* qui a raconté, sous la plume de Serge July, comment un de ses correspondants s'était laissé abuser par le récit d'une fausse agression commise par le Front national sur la personne d'un musicien noir.



Cependant, l'inflation des bavures médiatiques a conduit la Commission de la carte d'identité des journalistes à réagir sous la forme d'une mise en garde particulièrement sévère à l'ensemble de la profession. Dénonçant « les conditions de plus en plus scabreuses qui président à la collecte de l'information : âpreté de la concurrence, recherche du scoop à tout prix, poids de la publicité... », la commission dénonce la « cascade de dérapages » qui discréditent la presse et appelle les éditeurs et les journalistes à arrêter cette « dangereuse dérive ».

Si les professionnels de l'information ne prennent pas au sérieux cet avertissement (1), ils s'exposeront un jour ou l'autre à un durcissement de la législation : la manipulation des faits et la corruption passive de certains journalistes prouvent que la presse, aujourd'hui libérée du pouvoir politique, n'est pas libre à l'égard de l'argent.

Sylvie FERNOY

(1) On peut douter qu'ils le fassent lorsqu'on voit la réaction de Jean Miot, président du syndicat de la Presse parisienne, furieux de cette mise en garde publique pourtant justifiée.

«Le drapeau des travailleurs»

A la C.G.T., un nouveau secrétaire général ne fera pas le printemps. Pour continuer à vivre, l'organisation a besoin d'une complète remise à neuf.



« Le successeur de Krazucki a devant lui une très rude tâche ! »

Bientôt centenaire, la C.G.T. a représenté tout au long de son histoire l'idée même du syndicat, l'expression la plus cohérente de la stratégie de lutte des classes. On peut admirer, on peut détester la vieille confédération, mais force est de reconnaître qu'elle fut, comme naguère le marxisme aux yeux de Sartre, l'horizon indépassable de la vie syndicale.

Cela ne signifie pas que la C.G.T. soit depuis toujours une organisation marxiste : anarcho-syndicaliste avant 1914, réformiste entre les deux guerres, communiste après la Libération la vieille confédération ouvrière n'a cessé d'animer les luttes sociales selon l'esprit dominant de l'époque, et de bénéficier d'un grand prestige.

Mais le temps a passé. En 1968, les nouvelles formes de contestation firent perdre un crédit notable à la C.G.T. Puis l'idéologie marxiste a sombré, la crise du communisme (en Pologne singulièrement) a placé Henri Krazucki dans des contradictions insurmontables et l'empire soviétique s'est effondré. Défaite de la pensée,

perte des repères, crise d'identité... Il faut ajouter à ce triste bilan que la réaction de la C.G.T. à la crise économique et aux mutations techniques n'a pas été à la hauteur des enjeux : les réactions malthusiennes, corporatistes et protectionnistes ont souligné la sclérose intellectuelle et politique d'une confédération qui fut et qui demeure, en outre, la victime de l'évolution sociologique.

Que devient un syndicat de classe lorsque la classe ouvrière éclate ? Que devient la lutte de classes lorsque les groupes sociaux perdent leurs contours et leur identité ? Et qu devient la cause révolutionnaire lorsque le « camp du socialisme » disparaît ? Insondables mystères... Certes, en quittant ses fonctions lors du 44^e congrès, Henri Krazucki a jugé que, malgré la disparition de l'Union soviétique, « il n'était au pouvoir de personne de faire disparaître le drapeau des travailleurs ». Certes, mais qui le relèvera ? L'avenir, a répondu en substance le vieux lutteur, appartient aux militants : « on ne choisit pas son époque ni les péripéties qui la marquent. On l'assume et l'on fait face ». Le conseil vaut pour d'autres causes, lorsqu'elles paraissent compromises... Mais, pour la C.G.T., faire face exigera un immense courage : celui de la révolution intellectuelle, de la redéfinition d'une nouvelle pratique syndicale et d'une autre stratégie face à la violence de l'économie libérale.

A l'intérieur de la confédération, les rénovateurs ont pris conscience de ces exigences. Nouveau secrétaire général, Louis Viannet a devant lui une très rude tâche.

Annette DELRANCK

Complot

Quand le vieux monde vacille sur ses bases, quand le manège de la vie tourne sur un rythme endiablé (1), quand la tempête des événements secoue le vaisseau de nos songes (2), il fait bon retrouver le doux rivage des certitudes tranquilles et la paix des oasis de l'esprit... Autrement dit, quand vous cherchez du stable, du solide, du gravé dans le marbre, lisez *L'Humanité*. On y apprend que le Parti communiste persévère heureusement dans son être, et continue d'égrener le chapelet de ses vérités dogmatiques. Tenez, par exemple, la question des médias. Voilà longtemps qu'on parle de société du spectacle, de contre-pouvoir, d'idéologie de la communication. Mais le Bureau politique n'en a cure. Comme si de rien n'était, il dénonce la « manipulation de l'opinion ». Figurez-vous que les petites phrases et le duel Le Pen-Tapie annoncé par TF1 sont le résultat d'une « véritable stratégie, élaborée et mise en œuvre par l'Elysée », afin de récupérer les électeurs perdus. Eh oui ! Le président de la République téléphone lui-même ses consignes à Bouygues, et les journalistes de la chaîne ont succombé à une forte distribution de tickets-repas...

Poussière sur les concepts, toiles d'araignées sur la grille d'analyse. Rien n'est perdu cependant puisqu'un examen attentif du texte du Bureau Politique fait apparaître deux points positifs :
1° Le Parti communiste sait que la télévision existe.
2° Il sait qu'il y a des chaînes publiques et des chaînes privées.

Encore un effort, Buropolitik, pour devenir intelligent.

Pol EVIRGINIT

(1)...mais pas la métaphore, plutôt poussive.
(2) c'est le rédacteur qui est secoué !

Cacophonies régionales

Non, ce n'est pas une analyse détaillée, ni une synthèse : juste quelques impressions à l'orée de la campagne pour les élections régionales.



■ Bernard Tapie, provocateur imbécile et spécialiste de l'esbrouffe.

Se pose tout d'abord la question de la popularité de ces élections. L'expérience immédiate indique que les pouvoirs des régions restent flous aux yeux de beaucoup et que l'enjeu de ces élections est encore mal connu. Inutile, donc, de gloser à partir des prétendues « enquêtes d'opinion » sur le discrédit croissant de la politique : les conseils régionaux sont trop récents, les conseils généraux correspondent trop à une France rurale qui est en train de disparaître, pour que les uns et les autres suscitent des débats acharnés dans la population. Ce qui ne ruine en rien l'importance des institutions régionales : il faut simplement du temps pour qu'elles acquièrent leur pleine légitimité et une représentativité qui stimule l'intérêt des citoyens.

Ces deux premières remarques incitent à réduire l'incidence nationale des résultats des consultations de mars. Selon la manière dont les enjeux seront présentés il pourra y avoir un ou plusieurs chocs psychologiques, et des leçons politiques devront, nécessairement être tirées. Mais il faudra prendre soigneusement la mesure des choses, en n'oubliant pas qu'il s'agit de scrutins concernant

des institutions locales. Si l'on croit à la réalité de la décentralisation, il faut poser en principe que la nature de la consultation décentralisée influe sur des électeurs qui n'auront pas le même comportement que pour les élections nationales.

Point n'est besoin de tendre l'oreille pour percevoir la cacophonie ; point n'est besoin d'être un grand expert pour comprendre que cette cacophonie est l'expression d'une diversité de comportements, de situations, d'intérêts (et parfois d'idées) que la décentralisation ajuste pour but de révéler. Des fœdaux de plus ou moins grande envergure se battent sous des bannières nationales mais aussi (surtout) pour la renommée de leur propre blason - ou, pour parler cru, pour la défense de leurs propres intérêts. Des groupes de pression (les chasseurs) se mobilisent et ont de bonnes chances d'avoir des élus. Moins sympathiques, des chefs de clan rassemblent alliés et clients tandis que, dans certaines familles, on se dispute l'héritage d'un père mort ou absent : charme du Midi, traces romaines, et parfois italiennes puisque les pratiques mafieuses se multiplient, pas seulement sur la Côte d'Azur et au Sud de la Loire...

Si les particularités colorées des régions ne doivent pas être sous-estimées, il ne faut cependant pas négliger les aspects nationaux de la campagne. La droite classique part gagnante, comme chacun sait, mais sa véritable victoire serait de contenir et de refouler le Front national - à la fois pour des raisons stratégiques (c'est de toutes manières l'adversaire principal) et tactiques (éviter que le F.N. soit en position d'arbitrage). Le Parti socialiste part vaincu, annonce qu'il le sera (avant d'amplifier sa défaite ?) et par ailleurs tente de sauver quelques mises en faisant appel à la plus douteuse des vedettes : en l'occurrence Bernard Tapie, provocateur imbécile et spécialiste de l'esbrouffe politique. Dans la cacophonie ambiante, le Parti socialiste passe en traînant ses casseroles. Il en accroche même de nouvelles à ses basques...

Quant à la majorité présidentielle, ne demandez surtout pas où elle est. Sur ce point la rue de Solferino s'est mise aux abonnés absents (comme pour chaque pré-campagne) et la prétendue « France unie » sert de cache-sexe au Mouvement des Radicaux de gauche ou de figure allégorique sur la profession de foi de quelques notables (par exemple Jean Monnier à Angers). Qu'on ne s'étonne pas si beaucoup d'électeurs de François Mitterrand décident d'assister en spectateurs à ces opérations dérisoires. Ils n'en déplorent pas moins que le Front national paraissent le seul capable d'avoir un discours clair et offensif. Mais les stratèges de la droite et de la gauche classiques n'ont que faire des regrets et d'éventuels conseils : ils savent évidemment comment il faut procéder, et en administrent la preuve depuis le début de l'ascension du lepénisme !

Yves LANDEVENNEC

L'empire des steppes

A Prague, le 30 janvier, les Européens ont presque réalisé le rêve d'Alexandre le Grand : avec l'admission des six républiques musulmanes d'Asie centrale dans la CSCE, l'Europe désormais finit sur le Pamir, juste avant l'Indus. Les ministres ont-ils mesuré les implications d'une telle adhésion ?



■ Le rêve d'Alexandre le Grand presque réalisé...

blèmes de celles qui figuraient en tête, on imagine qu'il est sans doute même excessif de parler dans leur cas de « tiers-monde ». Quoi qu'il en soit, la succession que nous prendrions du régime communiste comporte des conséquences internationales autres que pour les républiques « naturellement » européennes. Pour elles, il s'agirait de leur basculement d'Asie en Europe.

L'argument avait déjà été employé par les soviétiques lors de l'invasion de l'Afghanistan en 1979 et a contrario par l'auteur de « l'Empire éclaté » (2) qui date de 1980 : contrôler Kaboul pour garder Tachkent et, à l'inverse, si les Russes sont battus à Kaboul, le fondamentalisme islamique déferlera sur l'Asie centrale. En réalité, c'est l'Ouest qui a fait éclater l'empire et le communisme alors que les républi-

voudra-t-elle un jour amener Indiens et Pakistanais à la table de négociation, comme l'accord précédent sur le Cachemire avait été conclu à Tachkent (1965) ?

Voudra-t-elle encore ajouter une nouvelle dimension au conflit du Golfe en arbitrant la concurrence entre Iraniens, Irakiens et Saoudiens dans ces nouvelles républiques musulmanes « européennes » mais où historiquement l'influence persane le dispute au sunnisme, héritage fissuré de la synthèse seljoukide (XIème-XIIème siècles) qui avait dominé toute la région de l'Amou-Daria à l'Euphrate ?

Enfin pourra-t-elle se défaire sur la Turquie ? Si Ankara a des responsabilités dans la protection des Turcs du Caucase, en revanche le pan-touranisme en Asie centrale est un mythe : éloignement géographique, absence d'unité linguistique, différence des caractères humains turco-mongol et anatolien. Reste l'Islam dans un contexte social laïcisé, qui pourrait être le véritable trait de comparaison et donc d'influence, comme ce fut déjà le cas dans les années 20. Ce qui reviendrait à dire que le point où ces six républiques musulmanes pourraient se rattacher à l'Europe serait en définitive ce qui apparemment les en éloigne, à savoir la religion (3). D'où l'importance pour l'Europe et la Turquie de réussir leurs propres retrouvailles, faute de quoi la réunion de l'Asie centrale à l'Europe ne serait que ce pourquoi elle passe volontiers aujourd'hui : une aberration, et l'acte de nos ministres : une légèreté plutôt qu'une prophétie.

Yves LA MARCK

(1) Géographie de Jean Brunhes, 1921.
(2) Hélène Carrère d'Encausse.
(3) Qu'il y a un Islam turc spécifique, car sinon pourquoi pas aussi le Maghreb dans la CSCE ? Au fait pourquoi pas le Maghreb ?

Gilles Kepel

Le retour des religions

● **Royaliste** : Comment abordez-vous un sujet si vaste qu'il peut paraître insaisissable ?

Gilles Kepel : Ce travail est une tentative de réflexion sur un phénomène paradoxal : comment se fait-il que dans notre société post-moderne, post-industrielle, apparaissent depuis les années 70, des mouvements qui veulent bâtir une nouvelle organisation sociale au nom d'injonctions contenues dans les textes sacrés. Or ces textes, clos en terme de révélation, sont historiquement datés. Le plus récent d'entre eux, le Coran, a quatorze siècles, les Evangiles vingt et la Bible encore davantage. Comment se fait-il que certains cherchent dans ce type de textes une source pour notre société ? Et surtout, pourquoi parmi ceux qui cherchent à réaffirmer l'identité religieuse sur la scène politique, on retrouve des personnes jeunes, éduquées et, tout particulièrement, qui ont une éducation dispensée dans des disciplines relevant majoritairement des sciences appliquées : ingénieurs, électroniciens, médecins... ? Si l'on observe ceux qui sont les porte-parole du FIS en Algérie, on constate qu'Abd el Kader Hachami, par exemple, est un ingénieur en pétrochimie. Dans les mouvements fondamentalistes américains, nombre de « télévangélistes » ont fait des études de sciences appliquées : Jerry Falwell, fondateur de la majorité morale américaine est, au départ, ingénieur aéronautique. Dans les mouvements de re-judaïsation qui ont le vent en poupe en France, comme le mouvement Loubavitch, la proportion d'informaticiens, de dentistes est extrêmement élevée.

● **Royaliste** : Comment ce paradoxe s'est-il développé ? Touche-t-il les trois grandes religions révélées ?

G. Kepel : Les esprits positivistes du début du siècle, avaient tendance

à penser que, d'un côté, il y avait les religieux ruraux et arriérés, et de l'autre les esprits modernes et éduqués qui avaient fait la séparation entre la sphère privée du religieux et la sphère publique appartenant à la laïcité, ou qui avaient nettement rompu avec la Foi. Or, depuis le milieu des années 70, s'est opérée une transformation entre le religieux et le politique. Entre la fin de la seconde guerre mondiale et 1970, on pouvait considérer que la modernisation était indissociable d'une très forte sécularisation. Par exemple, même dans notre monde chrétien, il semblait que cette modernisation relevait d'une séparation entre le religieux et le politique. Le Concile Vatican II, convoqué par Jean XXIII en 1962 et clos par Paul VI en 1965, est une tentative de réduire la distance établie entre, d'une part, le propos du Magistère de l'Eglise et, d'autre part, les tendances dominantes de la société moderne. Lors de cette période, le grand credo est le progrès - et le progressisme. On porte sur l'évolution du monde un regard plutôt optimiste, à quel bord que l'on appartienne. Par ailleurs, de part et d'autre du rideau de fer, on considère, pour les mécontents de leur sort dans chacune des sociétés, que l'avenir réside dans l'extension du domaine de l'autre.

Ce phénomène n'est pas lié uniquement au monde d'origine chrétienne. Dans le monde juif également, ces années sont marquées par une forte prédominance du sionisme laïque, voire socialisant. L'État d'Israël, fondé en 1948, se réfère à une conception du judaïsme en terme d'appartenance au Peuple juif, et non d'observance rituelle : cela est dû en grande partie à la leçon que les sionistes ont tiré de la seconde guerre mondiale et de l'holocauste. Par antisionisme, les orthodoxes avaient refusé de laisser leur communauté

émigrer vers la Palestine parce qu'ils considéraient que le retour du peuple juif ne pouvait être effectué que grâce au Messie.

Dans le monde musulman, il faut se rappeler que la plupart des indépendances qui adviennent après 1945, ne se font pas principalement au nom de l'Islam, mais en celui des idéaux importés des colonisateurs. Le FLN, par exemple, se réfère en grande partie aux principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Le nassérisme, le baassisme (en Syrie et en Irak), se réfèrent au socialisme dans ses diverses versions. A l'époque, on parle de moderniser l'Islam.

● **Royaliste** : Comment s'est opérée cette coupure du milieu des années 70 ?

G. Kepel : Pour comprendre, il faut prendre certains repères, même s'ils sont davantage des symptômes que des causes. De 1977 à 1979, un phénomène se produit à la fois dans le Christianisme, le Judaïsme et l'Islam. En Israël, on assiste à la fin du

« règne » des travaillistes et à l'arrivée au pouvoir de M. Begin. Celui-ci va gouverner, ainsi que ses successeurs, grâce à l'appui des partis religieux. Ces partis vont négocier leur participation au pouvoir en échange de modifications de la loi (vers un judaïsme d'observance) et d'importantes subventions au système d'enseignement religieux qui permet aux orthodoxes de soustraire leurs enfants à l'enseignement séculier de l'État israélien. Cela a pour conséquence de les socialiser au sein de « ghettos » de juifs orthodoxes.

L'élévation de Jean Paul II au Pontificat a lieu en 1978. Même si le nouveau Pape se situe toujours dans la suite de l'*aggiornamento* du Vatican II, il va faire de son Pontificat celui de la nouvelle Évangélisation. Cela veut dire qu'il considère, ainsi que la plupart des penseurs de la Curie, que la société n'est plus chrétienne mais qu'elle est devenue païenne et qu'il convient de l'évangéliser une seconde fois. Pour cela, il

faut abandonner la perspective qui voulait que l'Eglise soit dans le monde, et réaffirmer l'identité catholique dans les domaines des mœurs et de la culture, sur les scènes sociale et politique ; ceci afin que les catholiques aient leur mot à dire, en tant que tels, dans la sphère du grand public et non plus seulement dans la société privée.

1979 voit le retour de Khomeini à Téhéran et déclenche la première révolution islamique qui ait abouti dans le monde moderne. Cette révolution en Iran procède d'abord d'une crise du pouvoir. Par contre en Algérie, depuis plusieurs années, les groupes qui devaient se fédérer dans le FIS ont d'abord mis en œuvre un travail à la base, au milieu de tous les mécontents de l'organisation sociale mise en œuvre par le FLN. En mettant en place une ressocialisation à base d'observance religieuse, le FIS a d'abord « conquis les cœurs » par le bas. Par contre, en Iran, la révolution islamique a commencé par la prise du pouvoir et a ensuite islamisé la société par le haut. En Algérie, le processus est inverse et, en ce sens, peut paraître beaucoup plus durable : la société a d'abord été réislamisée en profondeur.

● **Royaliste** : Dans quel terreau ce que vous appelez « la revanche de Dieu » plonge-t-elle ses racines ?

G. Kepel : Ces mouvements de rechristianisation, rejudaïsation ou réislamisation, du milieu des années 70, vont s'inscrire dans un contexte de disqualification de la modernité. Politico-religieux, ils surgissent au moment où notre univers passe de la société industrielle à la société post-moderne : nous sommes entrés dans un mode d'organisation sociale qui n'est plus le même que celui d'autrefois. Le progressisme et l'optimisme des « trente glorieuses » n'est plus de mise : à partir de 1970 se mettent en place des transformations structurales, notamment dans l'organisation économique, qui font que des couches entières, non retardataires mais jeunes et dynamiques, se perçoivent comme des laissés pour compte. Le chômage, très manifeste à partir de 1974 en France, qui s'est mis en place de façon structurelle, ne touche plus seulement les personnes non qualifiées. Il atteint aussi des gens jeunes, socialisés sous l'égide des valeurs de la modernité, qui sont passés par l'enseignement et dont les études, sanc-

tionnées par des diplômes, ne leur permettent cependant pas d'obtenir un poste convenable sur le « marché » du travail. Ce phénomène est encore plus important dans les pays du tiers monde. Si l'on y ajoute les problèmes démographiques, d'exode rural et de bidonvilles, ainsi que la vision « développementaliste » des États parvenus à l'indépendance, on comprend que des générations éduquées « décrochent » par rapport aux valeurs inculquées par l'enseignement moderne copié sur les pays occidentaux.

En outre, indépendamment de l'effondrement de l'idéal socialiste, on assiste à la disparition de toutes les structures de solidarité sociale du mouvement ouvrier. En matière d'immigration, l'intégration des ouvriers italiens, polonais... a été rendue possible, entre les deux guerres, en grande partie parce qu'ils s'alliaient aux prolétaires français au sein des syndicats et des partis, communiste ou autres. Or, tout ce tissu associatif du mouvement ouvrier est aujourd'hui réduit à une peau de chagrin.

Enfin, le mouvement de contestation des années 60, sous la forme du gauchisme dans les pays latins et anglo-saxons, remettant en cause la bourgeoisie comme modèle oppressant dans les rapports sociaux, disparaît dans la décennie suivante. Plus rien ne reste des utopies « positives » de 1968. Ce qui subsiste, en revanche, c'est le fait que la contestation des fondements de l'ordre social peut aller très loin. C'est à ce moment là qu'un certain nombre de mouvements religieux vont prendre le relais. En France, Mgr. Lefèvre est marginal dans ces mouvements de réaffirmation du religieux sur la scène politique. Il n'est pas paradoxal dans la mesure où il recrute ses militants dans des milieux très traditionnels, dans la mouvance de l'extrême-droite. En revanche, dans nombre de mouvements de rechristianisation, appartenant par exemple à l'univers des « charismatiques », de même que dans les mouvements de rejudaïsation ou de réislamisation, on trouve des gens qui appartiennent à des secteurs très modernes. Ils ne visent pas à un conservatisme social, mais au contraire à une transformation profonde des rapports sociaux. Ce sur quoi je veux insister, c'est le fait que, pour beaucoup de ces mouvements, on trouve au départ un mécontentement par rapport à l'organisation sociale.

Ces mouvements ne s'inscrivent

pas dans une logique linéaire. On peut distinguer deux grandes séquences consécutives. En premier lieu les mouvements « par le haut » qui vont tenir le devant de la scène jusqu'au milieu des années 80, puis en second lieu les mouvements « par le bas ». Les premiers vont considérer que pour réintroduire l'observance religieuse dans la société, il faut s'emparer d'abord du pouvoir politique, que ce soit par un putsch ou par des élections. Les seconds, qui poursuivent le même objectif, vont au contraire agir en priorité au niveau des individus regroupés au sein de petites communautés, lesquelles ont vocation à s'étendre par « métastase » à l'ensemble du corps social. Le cas algérien est le symbole de cette réislamisation « par le bas », alors que la révolution iranienne s'est opérée « par le haut ». On trouve également ces deux types de mouvements dans les mondes juif et chrétien, même s'ils ont un impact social moins important que dans les milieux musulmans.

● **Royaliste** : Peut-on comparer l'évolution du monde chrétien, même en considérant ses déviations « télévangélistes » ou intégristes, avec celle des pays d'Islam ?

G. Kepel : Les fondamentalistes musulmans ne constituent pas non plus tout l'Islam. Mais plus généralement, nous sommes en présence, d'un côté de deux religions de la loi qui sont le judaïsme et l'Islam dans lesquelles il n'y a pas d'autonomie de l'ici-bas, et de l'autre le Christianisme. Dans ce dernier, on est davantage dans une religion du « droit » qui distingue deux sphères. La célèbre parole Chrétienne « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » n'est pas traduisible dans le langage conceptuel de l'Islam et du Judaïsme. Dans le Christianisme, il y a une autonomie du politique possible. Même si la laïcité s'est faite contre les Eglises, néanmoins, elle s'est réalisée dans le monde chrétien. Par ailleurs, il faut considérer l'élément social : si nous ne savons pas encore ce que vont produire les situations d'exclusion dans nos banlieues, elles ne sont cependant pas comparables à celles de la Casbah d'Alger ou de la ville de Constantine où il n'y a aucun espoir.

Propos recueillis par Alain Solari



Le retour de Khomeini à Téhéran a déclenché la première révolution islamique qui ait abouti.

Enfant de Kropotkine

A plusieurs reprises, Michel Ragon est parvenu par cette approche qui lui est propre à donner des livres d'une grande qualité littéraire et d'une non moins grande sensibilité. Qu'il s'agisse de témoignages directs, dans le sens où la fiction ne sert pas d'intermédiaire, comme *L'accent de ma mère* et *Ma soeur aux yeux d'Asie*, ou de récits dans lesquels la fiction et la réalité se mêlent étroitement, comme *La mémoire des vaincus* (1) à la limite du roman historique et de l'autobiographie, mais, dans son dernier livre, *La voie libertaire* (2), Michel Ragon n'a pas toujours su éviter l'écueil qui consiste, dans une autobiographie à se mettre en avant. Cela est d'autant plus dommage que sa lecture est, par bien des aspects, fort passionnante.

Dans ce nouvel ouvrage, Michel Ragon retrace, à travers son propre itinéraire politique, un bref mais néanmoins exhaustif, historique des idées anarchistes, en France et dans le monde. Il recense les différents chemins par lesquels historiquement, on peut s'engager sur la voie libertaire (le terrorisme, le pacifisme, l'individualisme). Quant à lui, son adhésion fut d'abord littéraire : «c'est la littérature, confesse-t-il qui m'a conduit dans la voie libertaire. La littérature axée sur l'expression poétique». On le voit, jeune homme, découvrir successivement Rousseau et Michelet, puis Bakounine, Proudhon, Kropotkine, Louise Michel, Henry Poulaille... dont il cite quelques grands textes. On y fait la connaissance, toujours en cheminant à ses côtés, des grands noms du mouvement anarchiste français (Paul Delesalle, Pierre Monatte, Louis Lecolain, May Picqueray, Maurice Joyeux...) et surtout Poulaille et Dolléans. On le voit s'engager dans leur sillage, militer à la Fédération

Depuis *Les petits boulots*, on sait que Michel Ragon manie à la perfection l'art de l'autobiographie. En s'effaçant devant les personnages qu'il a connus et les événements qu'il a vécus et qu'il fait revivre sous sa plume, il a su renouveler le genre. Mais cet exercice demeure parmi les plus difficiles, car pour éviter de tomber dans l'autocélébration, il oblige les auteurs à beaucoup de retenue pour ne pas dire d'humilité.



anarchiste, collaborer au «Libertaire», côtoyer au cours de meetings à la Mutualité, Brel, Brassens, Léo Ferré et... devenu bouquiniste sur les quais de Seine, fréquenter, quelques uns des plus grands écrivains français du siècle.

Puis, il devient critique d'art et avoue «je perdis mon père (Poulaille) et mon grand-père (Dolléans) spirituels à la fin des années 50, quand la critique d'art d'éloigna de la littérature prolétarienne». C'est à ce moment du livre que nous nous séparons également de lui. Non pas pour des raisons politiques. S'il existe des divergences fondamentales entre anar-

chistes et royalistes, il y a de nombreux points de convergence. A ce propos, Michel Ragon insiste sur son attachement à Bernanos : « Bernanos n'est pas de ces écrivains que la Fédération anarchiste place dans son Panthéon. Est-ce la Fédération anarchiste qui l'a mal compris, ou moi qui aime d'instinct les fortes têtes ». Non, les raisons de notre désaccord avec Ragon ont été données plus haut. Tant qu'il parvient à maintenir la distance entre ces figures qui ont compté dans son itinéraire personnel et qui, pour beaucoup, ont été ses amis, son livre est poignant. Cette connivence donne au texte une dimension qu'il n'aurait pas s'il n'avait

eu sur eux qu'une simple connaissance livresque.

Mais cet exercice littéraire n'est pas sans péril. Il oblige l'auteur à se maintenir en équilibre instable sur une crête, en sachant que d'un côté il risque de sombrer dans la banalité et, de l'autre, dans la vantardise. Autrement dit, il doit révéler suffisamment de choses pour captiver le lecteur par ce qu'ont d'original, voire d'intime, ses témoignages, sans pour autant se faire mousser. Or, dans la seconde moitié du livre, Michel Ragon dérape. Il n'est presque plus question que de lui et, accessoirement des autres.

Un second reproche peut être adressé à *La voie libertaire*. Il réside dans l'amalgame qu'établit Ragon en intégrant dans la mouvance anarchiste, les mouvements culturels américains des années 60-70. Certes, si l'on se place du point de vue artistique, on peut, à la rigueur, trouver qu'ils ont leur place dans ce livre, mais du strict point de vue politique, la question se pose. Il eût été préférable qu'il nous parle davantage de l'évolution du mouvement anarchiste aujourd'hui en France et, notamment, de ses positions sur des sujets d'actualité brûlants.

Après *La mémoire des vaincus* où Ragon s'efforçait de montrer que dans le combat qui les opposent au communisme, les anarchistes, vaincus d'hier, sont les vainqueurs d'aujourd'hui, nous étions en droit d'attendre un brillant plaidoyer en faveur de l'anarchie et l'actualité de son devenir.

Patrice LE ROUÉ

(1) *Royaliste* n°539. Par ailleurs de nombreux ouvrages de Michel Ragon ont fait l'objet d'articles de *Royaliste*, notamment *Ma soeur aux yeux d'Asie*, *Les Mouchoirs rouges de Cholet* et *La louve de Mervent*.
(2) *La voie libertaire*, éd. Plon, prix franco : 158 F.

Maurice Clavel, *Ecce homo*

Tous ceux qui ont connu et aimé Maurice Clavel ne liront pas sans émotion la très belle biographie que lui a consacrée Monique Bel (1). Ce livre, résultat d'une enquête exhaustive auprès de tous ceux qui pouvaient confier quelques aspects d'une vie, est aussi l'expression de l'intelligence du cœur. L'auteur qui a longuement approché cet homme hors du commun, a tout compris de l'intérieur. Quant aux générations plus jeunes qui n'ont pas eu l'occasion de se brûler un peu à son enthousiasme et à sa formidable conviction, elles pourront accéder à des pages d'histoire qui sont d'abord personnelles, mais non sans intérêt pour aujourd'hui, Clavel étant de ce type d'hommes qui aident à vivre au-delà de soi-même.

Ceux qui n'aiment pas Clavel - ils existent bien sûr et le montrent éventuellement par l'usage qu'ils font de cette biographie - sont ou seront sensibles à tout ce qu'il peut y avoir d'échevelé, d'errant, de naïf chez ce rêveur éveillé. Pour beaucoup, ce personnage qui marchait à côté de ses pompes est resté l'hurluberlu qu'il était déjà rue d'Ulm « *vêtu d'une blouse qui tient par une éternelle ficelle, avec, aux pieds, des espadrilles trouées* ». Pour d'autres, dont je suis, il sera toujours cette sorte de voyant - ses ennemis diraient d'halluciné - qui discerne des signes et des prodiges là où on ne voit d'ordinaire que du prosaïque. Spontanément, je retrouve les mots mêmes que j'employais il y a plus de vingt ans pour rendre compte d'un de ses meilleurs essais, *Qui est aliéné ?* Pourtant à l'époque, je ne l'avais pas encore rencontré. Adolescent génial, on ne pouvait que l'aimer, du moins ceux qui l'approchaient, venu de son Languedoc natal, terre des Valéry et Brassens, mais aussi de Maguelone le mystique. Pierre Boutang et Jean-Toussaint Desanti qui l'accueillent dans leur thurne de Normale ont tout de suite compris à qui ils avaient affaire. Et toutes ces filles qui tombent amoureuses de lui ?

Sait-on vraiment que deviendra cet homme, ce Khagheux déjà mordu de Kant, ce patriote tournant autour de Doriot et que Boutang persuade que le fascisme « *c'est la perte de l'âme* » ? L'adhésion d'un soir à Maurras ne peut qu'être épisodique alors que la guerre éclate et que Maurice est pris dans le tourbillon de la défaite, de la Révolution nationale et de la Résistance. Les événements ont été tellement vite. L'effondrement d'un monde a pu faire sombrer plus d'un au fond du gouffre. Il y a chez Clavel un sûr instinct de l'esprit qui l'amène spontanément à choisir la voie libératrice. Il affirme début 1941 à une salle médusée : « *Ce répit, cet abri n'ont de sens et d'honneur que si nous préparons jour et nuit la revanche !... Car s'il en était autrement, les héros, je dis bien les héros, du ciel de Londres et de la terre de Cyrénaïque auraient le droit de nous traiter de lâches !... à leur retour !... car ils reviendront !* »

C'est alors une période épique, celle du « temps de Chartres » où Clavel escorté de Sylvia Monfort, rayonnante, organise le maquis d'Eure et Loire. Nous ne pouvons l'imaginer, en dépit du sang et des larmes, que sous le mode légendaire avec l'apothéose de la cathédrale où le général le prend dans ses bras. A jamais, Clavel sera celui qui a ouvert à De Gaulle « les portes de l'Île de France ». Mais comment rebondir, au-delà d'une Libération qui n'a pas répondu à tous les espoirs ? Clavel, c'est toujours l'archange, qui provisoirement a renoncé à la philosophie, mais se voue au théâtre, pour d'échec en échec parvenir à la gloire. Sylvia est encore là, tragédienne accomplie pour donner son corps et son âme à ces pièces inspirées, qui n'ont pas l'heur de séduire le terrible Jean-Jacques Gauthier du Figaro, alors que d'emblée Jean Anouilh a compris que *Les Incendiaires* constitue « la naissance la plus authentique, la plus troublante et la plus réconfortante que nous ayons eu au théâtre depuis très longtemps ». Ce n'est, personnelle-

ment, que bien plus tard, après la mort de Clavel, lorsque Sylvia Monfort dans son *Carré* reprendra systématiquement tout son répertoire, que je serai frappé par la force de ce théâtre qui l'exprime tout entier, jusqu'à ce *Saint-Euloge de Cordoue*, prémoniteur de la conversion qui va le foudroyer.

Pendant les vingt ans de l'après-guerre, Maurice a vécu une existence extrêmement cahotique, intellectuellement, professionnellement, sentimentalement parlant. Souvent ce fut la bohème, sans domicile fixe, la carrière universitaire comme prof de philo au lycée, reprise et interrompue, avec les commentaires sans indulgence d'inspecteurs insensibles à son charisme. Mais vient un moment, après la quarantaine, où l'archange risque de se briser. C'est la chute dans ce qu'on appelle la dépression et où toutes les pharmacopées ou autres psychothérapies avouent leur impuissance. N'a-t-il pas abandonné son psy parce que celui-ci lui avait suggéré d'aller voir un prêtre ? Du coup, il s'était adressé à un Juif, pour être sûr de ne pas être expédié dans la même direction. Las, le fils d'Israël est du même avis. Le curieux patient n'est pas de son ressort !

Il faudra bien s'y résoudre. L'angélique Pierre Goursat - le fondateur avec Martine Catta de la communauté de l'Emmanuel - lui communiquera l'adresse d'un grand spirituel, le Père Henri Caffarel. Comment suggérer l'indicible ? A cet homme qui lui confie sa détresse infinie, le prêtre n'a pas de grand discours à tenir : « *Il parle du Dieu qui l'aime et qu'il aime, du Dieu tout puissant qui s'est rendu vulnérable, qui ne peut rien sans la réponse de l'homme, qui frappe à la porte sans jamais la forcer, et dont l'amour brûle comme un feu dévorant...* ». Maurice pleure paisiblement. Cela est au fond si simple, pour lui dont la culture chrétienne n'a jamais cessé d'inspirer la pensée. Mais cette fois, il s'agit d'un moi et d'un Toi : « *L'Amour est une personne. L'existe parce que Dieu me dit "tu"... C'est lui qui me fait homme* ».

Découverte intime bouleversante, pour lui dont la vie est désormais radicalement changée, l'amour avec Elia, la compagne providentielle bientôt baptisée, béni de Dieu, la messe quotidienne ... Mais il y a aussi cette illumination de la pensée qui jusqu'au bout des années qui lui restent à vivre, lui donnera cette cohérence inentamable, cette certitude au travers de tous ses nouveaux engagements, de l'affaire Ben Barka à Mai 68 et toute la suite qui ira crescendo avec cette suite d'essais où il témoigne de la conviction qui l'habite, moins pour convaincre que pour délivrer son interlocuteur. C'est durant cette période que nous avons eu la chance de le rencontrer, événement que Monique Bel ne manque pas de rapporter. Je ne rappellerai pas ici notre grande complicité et notre parfait accord, manifestés avec éclat lors de mémorables Journées royalistes... (2)

Depuis treize ans qu'il nous a quittés, il ne cesse de nous accompagner. Au travers des mutations culturelles qui ont grandement modifié le monde qu'il a connu, je n'ai jamais cessé de me demander comment il réagirait. Une intuition simple suffit sans doute comme boussole et viatique de notre parcours. *Ecce homo*. Cet homme que fut Maurice, selon le récit fidèle et éclairant de Monique Bel, c'est aussi celui auquel nous participons tous. Mais Clavel justement le mettait au majuscule, avec cette puissance d'autotranscendance : « *C'est ce qui en nous passe l'homme qui fait l'homme* ». Voilà qui nous juge et toute notre culture.

Gérard LECLERC

(2) Voir aussi le numéro 23 de *Clé* qui contient les actes de la journée d'hommage à Maurice Clavel que nous avons organisée pour le dixième anniversaire de sa mort. (Prix franco 35 F).



■ *Gérard Leclerc:*

Almodovar

Dans son nouveau film *Talons aiguilles*, Almodovar l'irrespectueux, le provocateur s'éloigne de son délire habituel. Déception. Après quinze ans d'absence, la chanteuse populaire Becky del Paramo (Marisa Paredes, formidable) revient à Madrid où l'attend sa fille Rébecca (Victoria Abril, émouvante et sexy) présentatrice du journal télé, mariée à Manuel l'ex-amant de sa mère devenu depuis directeur de la chaîne. Pendant l'attente à l'aéroport Rebeca se souvient de ses relations passionnelles avec sa mère, Becky del Paramo sacrifiant sa fille à sa carrière professionnelle. Sur la relation amour-jalousie du couple mère-fille se greffe une enquête policière, menée par un juge (Miguel Bose) au comportement trouble, pour savoir qui des trois femmes (la mère, la fille et l'amante) a tué le mari volage.

Toutes les obsessions d'Almodovar en moins délurées se retrouvent ici : travestissement, sexe, passion, violences junkies ou autres, culpabilité. La facilité avec laquelle il manipule les genres cinématographiques (comédie, mélodrame, policier) nous laisse toutefois perplexe. Malgré l'humour, l'émotion, la folie de certains passages (la scène d'amour entre Rebeca et le travesti, l'aveu télévisé, les scènes de la prison) l'attention faiblit, se relâche. Bien que la qualité de l'interprétation soit exceptionnelle, le scénario s'essouffle surtout pendant la dernière partie, et refrène notre plaisir pour ce spectacle rocaillieux, pétillant, satiné, en un mot divertissant.

Hugues BOCQUILLON

Machine à terreur

Sans doute moins achevé que d'autres ouvrages d'Ismail Kadaré, « *Le Monstre* » frappe par le regard exceptionnellement lucide qui est porté sur la terreur.

Depuis qu'il s'est fait connaître en Europe de l'Ouest, et tout au long de la période communiste, l'auteur d'*Avril brisé* et de tant d'autres ouvrages majeurs a été souvent considéré comme l'écrivain officiel du régime de Tirana. Les textes que Kadaré a publiés après son départ en exil (1) montrent au contraire l'ampleur d'une dissidence morale et politique qui était déjà manifeste dans son *Eschyle* et qui éclate dans *Le Monstre* (2), publié une première fois en 1965 et interdit jusqu'en 1990.

De fait, les censeurs de feu Enver Hoxha ne s'y sont pas trompés : *Le Monstre* mêle les thèmes de la peur, de la vengeance, du complot, de la terreur, et les imprime dans le tissu propre d'une œuvre qui unit le mythe et l'histoire dans une méditation angoissée sur les cycles de la violence. A première vue pourtant, le roman aurait pu être pris pour une apologie de la voie albanaise : cachés dans une étrange construction en bois, mi-fourgon, mi-cheval, des hommes préparent l'invasion d'une ville paisible ; l'un d'entre eux veut tuer à cette occasion la fiancée qu'un étudiant lui a enlevé, et les jeunes amants, Léna et Gent, vivent dans la crainte - elle du jaloux, lui de la silhouette mystérieuse dressée dans la plaine.

Tirana, serait-ce Troie assiégée, et le cheval abriterait-il d'infâmes agents de Moscou ? Ce serait d'autant plus vraisemblable que l'étudiant Gent imagine que Troie fut conquise grâce à la complicité d'un parti pro-grecs

qui facilita l'entrée du célèbre cheval dans la ville. Mais si la rêverie peut éclairer l'histoire, ou l'actualité, elle reste mère d'illusion : les hommes du fourgon cultivent le fantasme de l'invasion tandis que la chose qu'ils habitent s'enfonce dans la boue. Complot illusoire ? Peut-être celui-ci, encore que...

Car la machine est bien réelle, familière depuis toujours, terrible dans sa fonction comme l'explique le Constructeur : ce Cheval « aux pieds enracinés dans la mythologie et à la tête projetée vers les temps modernes » est « une machine à semer la terreur, capable de s'adapter à chaque époque pour mettre à profit les angoisses des générations successives ».

Le communisme a utilisé cette machine à soupçon, mais la terreur politique que le Constructeur se flatte d'avoir inventé parce qu'elle est « plus totale que n'importe quelle autre » peut s'instaurer à toutes les époques, dans tous les pays, et transcender toutes les techniques, toutes les doctrines, tous les tyrans.

Les amants ne sont pas à l'abri de la vengeance, ni les innocents de la violence, et l'effondrement d'un système totalitaire ne nous garantit pas contre la machine à terreur. L'avertissement est d'une inquiétante clarté.

Yves LANDEVENNEC

(1) cf. I. Kadaré, *Printemps albanais*, Fayard, 1991. Prix franco 116 F.
(2) Fayard, 1991. Prix franco 113 F.

Art obscur



« Grande casserole de moules » de Broodthaers.

L'œuvre de Broodthaers, belge né à l'art en 1964, mort en 1976, après de vaines tentatives poétiques sous la bannière surréaliste, navigue entre objets (coquilles d'œufs, moules, briques) décors (installations d'expositions, « rétrospectives ») mots (« poèmes industriels ») films (« le corbeau et le renard » version MB). Tout cela est ingénieux, intelligent mais froid. Ça sent la mort. L'incompréhension guette chacun de nos regards. Broodthaers ne parle pas à nos sens mais à l'intellect (refus du plaisir visuel). Ce qui est en jeu ici et cela depuis Duchamp et ses readymades, c'est le statut de l'Art. Il joue sur les mots, les objets, les citations. Tout son travail repose sur une fiction qui refuserait l'artifice. Il s'amuse d'avance des pièges qu'il nous tend. Face à cette démarche répétitive et ironique, deux attitudes sont possibles : soit le refus, ceci n'est pas de l'art, soit l'acceptation, souvent par parti pris moderniste. Pour finir (et non en finir avec cette œuvre) évitons de prendre pour argent comptant les propos de l'artiste. Car rien de plus suspect a priori qu'un artiste commentateur de sa propre rhétorique.

H.B.

Marcel Broodthaers, Musée du Jeu de paume, jusqu'au 1er Mars.

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « Royaliste ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « Royaliste ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National de la N.A.R., organe élu par les adhérents, va prochainement être renouvelé. A cette occasion, nous incitons vivement ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient participer à la vie de notre mouvement, à nous apporter le soutien de leur adhésion. Ils pourront ainsi participer aux élections du Conseil National ainsi qu'au Congrès qui aura lieu les 4 et 5 avril.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Bertrand Renouvin

L'amour discret de la patrie



ramsay

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :
Adresse :
.....

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Pour tous vos achats de livres :

Utilisez notre « Service librairie » !

Après le psychodrame

L'affaire Habache s'éloigne et il convient d'y jeter un regard d'ensemble avant qu'elle disparaisse de nos mémoires encombrées. Relue huit jours après la fin de l'agitation, la presse dite d'information surprend par son emphase dramatisante. Dans *Libération*, Serge July parle de « scénarios cauchemardesques », de « désastre garanti », et annonce la chute du gouvernement (1) tandis que Jean-Marie Colombani évoque les « catastrophes » qui conduisent au « désastre » un pouvoir que bientôt la droite ramassera sans peine... Un léger recul permet de mesurer plus exactement les causes et les conséquences de cette courte poussée de fièvre.

Les causes ? Outre l'accord donné par certains hauts fonctionnaires à la venue de Georges Habache en France, l'opposition manifestée par le président de la République depuis Oman et les sanctions qui s'ensuivent. Si loin de la France, la réaction est sans doute trop rapide (mais il faut répondre à la presse...) et il est raisonnable d'estimer, comme Raymond Barre, que le pouvoir politique devait accepter que Georges Habache se fasse soigner en France et affronter l'opposition sur ce point. Mais François Mitterrand se refuse par principe à toute complaisance à l'égard de responsables du terrorisme, et sa colère ne fut pas calculée...

RESPONSABILITÉS

Les sanctions qui tombent sur celle et ceux qui n'ont pas prévenu le chef de l'État laissent un goût de trop et de trop peu. Trop peu parce que la responsabilité du ministre de l'Intérieur, qui n'en est pas à son premier... dysfonctionnement, était manifestement engagée. Trop, parce que les mesures de routine prises par le Quai d'Orsay et la place Beauveau étaient couvertes par l'Élysée, en la personne de Georgina Dufolk. Trop, parce que cette dernière est victime de sa double fonction de conseillère élyséenne et de présidente de la Croix-

Rouge, qui créait des incompatibilités prévisibles.

De ces remarques, que l'on peut nuancer de diverses manières, peut-on tirer des enseignements majeurs quant au fonctionnement de l'État ? C'est bien difficile. L'affaire Habache n'est pas une illustration de la crise de la décision politique dont j'ai souligné l'ampleur à plusieurs reprises puisque le président de la République et le Premier ministre ont immédiatement tranché - c'est le cas de le dire - et que les hauts fonctionnaires ont pris leurs



responsabilités sans ouvrir cette fois le traditionnel parapluie. Sur une question mineure, des erreurs d'appréciation ont été commises dans différents cercles du pouvoir, et à son centre même. Cela s'est déjà vu, et cela se reproduira. Et comme il n'y a pas eu mort d'homme, la dramatisation de l'affaire ne se justifiait pas.

Pourtant l'incendie a éclaté, et régné cinq jours durant. On n'a pas vu, sur le moment, qu'il demeurerait relativement circonscrit : l'opposition de droite a joué sa partition avec allégresse mais sans excès notables, le gouvernement israélien a fait des déclarations d'une remarquable modération et la seule émotion visible dans l'opinion publique fut une manifestation d'une cinquantaine de personnes à l'appel du très radical Bethar. Mais la presse s'est enflammée et, pendant quarante-huit heures, on crut que le pouvoir devrait désormais compter avec un

nouveau chef de l'opposition : s'estimant en accord avec la majorité du pays, réclamant des têtes de ministres, accusant implicitement le chef de l'État, Michel Rocard tenta de mêler comme à son habitude la morale et son intérêt, le jugement « responsable » et le calcul de l'homme pressé.

INCIDENCES

Avez-vous remarqué comme le retour au calme fut rapide, après l'intervention télévisée de François Mitterrand et la convocation du Parlement ? Certes, l'affaire était devenue bien encombrante, puisqu'il fallut tout ce dispositif pour la régler. Mais un pouvoir atteint de la dégénérescence si complaisamment décrite n'aurait pas été capable de parvenir aussi rapidement à ce résultat.

Les incidences de ce psychodrame politico-médiatique ne sont pas nulles, cependant. Outre le fait que le président de la République, stimulé par l'épreuve, soit plus décidé que jamais à affronter les tourmentes politiques, il est clair que le croc-en-jambes de Michel Rocard ne lui sera pas pardonné. L'affaire Habache a aussi souligné un manque de cohérence dans la nouvelle direction socialiste (les déclarations intempestives de Claude Bartolone en faveur de la nomination de Pierre Bérégovoy à Matignon) et laisse toujours planer le doute sur la loyauté du parti dominant à l'égard d'Edith Cresson et sur la capacité des socialistes à faire face aux prochaines échéances.

Une crise sociale pas encore surmontée, un système politique fragilisé par la médiatisation, des journalistes agressifs (2), des troupes dispersées, un électoralat volatil et un pays qui paraît absent : le président de la République, le Premier ministre et le premier secrétaire du parti socialiste auront dans les prochains mois fort à faire pour insuffler à la nation leur propre dynamisme.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Libération*, 1er-2 février 1992.

(2) Certains journalistes (pas tous car il y a des militants acharnés) seraient moins agressifs si les hommes politiques (et le chef de l'État) ne les considéraient pas tantôt comme des spectateurs complices, tantôt comme des enfants fautifs qu'on morigène en public...